

LE CANADA ET LA RUSSIE : UNE ÈRE ET DES RELATIONS NOUVELLES

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, et le président de la Russie, M. Boris Eltsine, ont signé une déclaration d'amitié et de coopération lors d'une cérémonie sur la colline du Parlement, le 1^{er} février 1992. Elle comportait trois objectifs : souligner l'importance des engagements envers le désarmement et le contrôle des armements, créer un climat favorable aux investissements, et protéger l'environnement dans l'Arctique.

Les deux dirigeants ont également signé un nouvel accord engageant la Russie à acheter 25 millions de tonnes de grain canadien dans les 5 prochaines années. Et en réponse à une demande urgente d'aide économique, le Canada a consenti une nouvelle ligne de crédit de 100 millions de dollars à la Russie, pour l'achat de produits et de services canadiens.

Un certain nombre de nouveaux projets ont également été dévoilés, projets administrés par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, dans le cadre de son programme courant d'assistance technique à la Russie. Ces projets, conçus pour encourager les réformes économiques et démocratiques, mettent l'accent sur la formation pratique et le transfert de compétences; ils complètent les activités du secteur privé canadien en Russie, en particulier dans le secteur de l'énergie.

Compétences dans le secteur de l'énergie

Étant donné l'expérience du Canada dans les conditions de grand froid, et dans l'exploration au-delà des zones de peuplement, le président Eltsine a demandé une aide spéciale pour accélérer la reprise dans le secteur vaste, mais improductif, des gisements de pétrole et de gaz. Un certain nombre de projets sont en cours.

Le Service de formation de l'industrie du pétrole (PITS), de Calgary, a lancé un programme ambitieux de 1,6 million de dollars pour la formation de plus de

700 ouvriers des puits pétroliers et cadres supérieurs. Ils seront employés par les entreprises conjointes dirigées par Gulf Canada Resources et PanCanadian en Sibérie. L'objectif est d'accroître l'efficacité et la sécurité, et de minimiser les retombées sur l'environnement. Le porte-parole de PITS, M. Wayne Wetmore, affirme que les programmes de formation rendront l'industrie russe du gaz et du pétrole plus concurrentielle sur le plan international.

Le Service de formation de l'industrie du pétrole, de Calgary, a lancé un programme ambitieux de 1,6 million de dollars pour la formation de plus de 700 ouvriers des puits pétroliers et cadres supérieurs.

Axé sur un autre aspect de l'industrie, le Conseil commercial Canada - Russie, avec l'aide du Groupe de travail, a ouvert un bureau à Calgary pour y organiser des ateliers et des missions commerciales à l'intention de sociétés de gaz et de pétrole canadiennes qui s'intéressent aux débouchés en Russie et au Kazakhstan. D'autres projets sont en préparation : une aide pour l'établissement d'un mécanisme législatif et régulateur dans le secteur russe du gaz et du pétrole, et un programme de

l'Association des collèges communautaires du Canada, pour l'amélioration des programmes postsecondaires russes préparant à l'entrée dans le secteur de l'énergie.

De la défense à la démocratie

La reconversion des industries de la défense est une autre priorité de la Russie. Mais, pour reconvertir son immense industrie de défense à des fins civiles, le pays a besoin d'assistance technique, d'investissements et de technologie des nations occidentales. Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, et le Conseil commercial Canada - Russie viennent de terminer l'évaluation de diverses industries de défense russes et ukrainiennes. Ils sont actuellement en train d'établir des partenariats entre les sociétés canadiennes désireuses de participer et d'éventuels partenaires russes, pour former des entreprises conjointes de reconversion de l'industrie de la défense. Ils cherchent également comment le Canada pourrait offrir des conseils juridiques et financiers pour faciliter la transition.

Les projets de démocratisation constituent également une part importante du programme d'assistance technique du Canada en Russie. Cinq parlementaires